

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TRIMS/W/9**

3 septembre 1997

(97-3552)

---

**Comité des mesures concernant les investissements  
et liées au commerce**

## RAPPORT (1997) DU COMITE DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

### Projet

Veillez trouver ci-joint un projet de rapport annuel du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce au Conseil du commerce des marchandises. Ce projet est soumis au Comité pour examen à sa réunion du 15 septembre 1997.

RAPPORT (1997) DU COMITE DES MESURES CONCERNANT  
LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

Projet

I. INDICATIONS GENERALES

1. Le présent rapport est soumis en application de l'article 7:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, qui dispose que le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce fait rapport chaque année au Conseil du commerce des marchandises. Il porte sur la période allant de novembre 1996 à août 1997.<sup>1</sup>

2. Le Comité s'est réuni le[s] 17 mars [et le 15 septembre] 1997 sous la présidence de M. Vassili Notis (Grèce) [et de M. Javier Paulinich (Pérou), respectivement]. Le compte rendu de cette (ces) réunion(s) a été distribué sous la (les) cote(s) G/TRIMS/M/6 [et 7]. Les réunions du Comité étaient ouvertes à tous les Membres ainsi qu'aux gouvernements ayant le statut d'observateur auprès de l'OMC. A sa réunion du 17 mars, le Comité a accordé le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales internationales qui avaient bénéficié du statut d'observateur au Comité au cas par cas (FMI, OCDE, ONU, CNUCED et Banque mondiale). Le Comité a examiné les demandes de statut d'observateur émanant de plusieurs autres organisations internationales.

II. MISE EN OEUVRE

3. Lors des réunions qui se sont tenues pendant la période couverte par le présent rapport, le Comité a continué d'examiner les notifications présentées au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce. L'article 5:1 dispose que dans un délai de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les Membres notifieront toutes les mesures concernant les investissements et liées au commerce ("MIC") incompatibles avec l'Accord. L'article 5:2 prévoit une période de transition pour l'élimination des mesures notifiées au titre de l'article 5:1. Conformément à une décision prise par le Conseil général en avril 1995, les Etats admis à devenir Membres originels de l'OMC qui ont accepté l'Accord sur l'OMC après le 1er janvier 1995 disposent d'un délai de 90 jours après la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC pour présenter des notifications au titre de l'article 5:1, étant entendu toutefois que les délais prévus pour l'élimination des MIC notifiées au titre de l'article 5:1 continuent d'être régis par référence à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC lui-même.<sup>2</sup>

4. Le Comité a reçu des notifications au titre de l'article 5:1 des pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Barbade, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, Egypte, Equateur, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, République dominicaine, Roumanie, Thaïlande, Uruguay et Venezuela (annexe 1). Dans le cas de certains Membres, les notifications ont été présentées après le délai de 90 jours prévu pour eux. Bien qu'ils n'y soient pas tenus, certains Membres ont notifié au Comité qu'ils n'appliquaient aucune MIC incompatible avec l'Accord (annexe 2).<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup>Le précédent rapport annuel est contenu dans le document G/L/133.

<sup>2</sup>WT/L/64.

<sup>3</sup>Les notifications au titre de l'article 5:1 distribuées en 1995 ont été mises en distribution générale le 28 mai 1996. A la suite de la décision sur la mise en circulation générale et la distribution des documents de l'OMC prise par le Conseil général le 18 juillet 1996, les documents contenant des notifications présentées au titre des articles 5:1 et 5 et 6:2 font l'objet d'une distribution non restreinte, étant entendu que les Membres peuvent, au moment où ils communiquent un document, indiquer au Secrétariat que ce document devrait faire l'objet d'une distribution restreinte.

5. Lors des débats consacrés par le Comité à ces notifications, certaines délégations ont demandé des éclaircissements ou des renseignements additionnels de caractère factuel. Des vues différentes continuent d'être exprimées sur des questions comme le moment de la présentation des notifications eu égard aux dispositions de l'article 5:1, le caractère approprié des renseignements donnés dans les notifications, l'adoption ou la modification récentes de certaines mesures eu égard aux dispositions des articles 2 et 5:4, et les rapports entre les dispositions de l'Accord et celles d'autres Accords de l'OMC, notamment de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord sur l'agriculture.
6. L'article 5:5 traite des conditions auxquelles, pendant les périodes de transition prévues à l'article 5:2, les Membres peuvent appliquer les MIC notifiées au titre de l'article 5:1 à de nouveaux investissements. Le Comité a adopté un modèle de présentation des notifications au titre de cette disposition (G/TRIMS/3), mais, jusqu'à présent, aucune notification de ce genre n'a été présentée.
7. Un certain nombre de Membres ont présenté des notifications au titre de l'article 6:2 qui prévoit la notification au Secrétariat des publications où figurent des renseignements sur les MIC. Une liste de ces notifications a été distribuée sous la cote G/TRIMS/N/2/Rev.1.
8. Pendant la période couverte par le rapport, le Comité a été informé de la mise en route de trois procédures au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, qui visaient, notamment, l'Accord sur les MIC, ainsi qu'il est indiqué dans les documents G/TRIMS/D/6 à 8.

ANNEXE 1

NOTIFICATIONS RECUES AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD  
SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS  
ET LIEES AU COMMERCE

<u>Membre</u>	<u>Cote du document</u>	<u>Date de communication</u>
Afrique du Sud	G/TRIMS/N/1/ZAF/1	19 avril 1995
Argentine	G/TRIMS/N/1/ARG/1	30 mars 1995
Argentine	G/TRIMS/N/1/ARG/1/Add.1	21 mars 1997
Barbade	G/TRIMS/N/1/BRB/1	31 mars 1995
Chili	G/TRIMS/N/1/CHL/1	14 décembre 1995
Chypre	G/TRIMS/N/1/CYP/1	29 juin 1995
Chypre	G/TRIMS/N/1/CYP/2	30 octobre 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/1	31 mars 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/1/Add.1	4 juin 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/2	31 juillet 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/2/Corr.1	...
Costa Rica	G/TRIMS/N/1/CRI/1	30 mars 1995
Cuba	G/TRIMS/N/1/CUB/1	18 juillet 1995
Egypte	G/TRIMS/N/1/EGY/1	29 septembre 1995
Equateur	G/TRIMS/N/1/ECU/1	20 mars 1996
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1	31 mars 1995
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1	22 décembre 1995
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1/Corr.1	18 mars 1996
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.2	11 avril 1996
Indonésie	G/TRIMS/N/1/IDN/1	23 mai 1995
Indonésie	G/TRIMS/N/1/IDN/1/Add.1	28 octobre 1996
Malaisie	G/TRIMS/N/1/MYS/1	31 mars 1995

<u>Membre</u>	<u>Cote du document</u>	<u>Date de communication</u>
Malaisie	G/TRIMS/N/1/MYS/1/Rev.1	14 mars 1996
Mexique	G/TRIMS/N/1/MEX/1	31 mars 1995
Mexique	G/TRIMS/N/1/MEX/1/Rev.1 <sup>4</sup>	31 mars 1995
Nigéria	G/TRIMS/N/1/NGA/1	17 juillet 1996
Ouganda	G/TRIMS/N/1/UGA/1	17 juin 1997
Pakistan	G/TRIMS/N/1/PAK/1	30 mars 1995
Pérou	G/TRIMS/N/1/PER/1	30 mars 1995
Philippines	G/TRIMS/N/1/PHL/1	31 mars 1995
Pologne	G/TRIMS/N/1/POL/1	28 septembre 1995
Pologne	G/TRIMS/N/1/POL/1/Add.1	4 décembre 1996
République dominicaine	G/TRIMS/N/1/DOM/1	26 avril 1995
Roumanie	G/TRIMS/N/1/ROM/1	31 mars 1995
Thaïlande	G/TRIMS/N/1/THA/1	30 mars 1995
Uruguay	G/TRIMS/N/1/URY/1	31 mars 1995
Uruguay	G/TRIMS/N/1/URY/1/Add.1	30 août 1995
Venezuela	G/TRIMS/N/1/VEN/1	31 mars 1995

---

<sup>4</sup>Anglais seulement.

ANNEXE 2

NOTIFICATIONS INDIQUANT QU' AUCUNE MESURE INCOMPATIBLE  
AVEC L' ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES  
INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE  
N' EST APPLIQUEE

<u>Membre</u>	<u>Cote du document</u>	<u>Date de communication</u>
Israël	G/TRIMS/N/1/ISR/1	24 octobre 1996
Honduras	G/TRIMS/N/1/HND/1	7 juillet 1995
Mali	G/TRIMS/N/1/MLI/1	27 mai 1997
Maurice	G/TRIMS/N/1/MUS/1	27 mars 1995
Nicaragua	G/TRIMS/N/1/NIC/1	18 juillet 1996
Sainte-Lucie	G/TRIMS/N/1/LCA/1	14 février 1996
Singapour	G/TRIMS/N/1/SGP/1	9 octobre 1996
Slovénie	G/TRIMS/N/1/SVN/1	27 mars 1995
Suisse	G/TRIMS/N/1/CHE/1	8 août 1995
Trinité-et-Tobago	G/TRIMS/N/1/TTO/1	1er avril 1996
Zambie	G/TRIMS/N/1/ZMB/1	13 avril 1995